



## CHAPITRE 86

### Loi d'Hydro-Québec

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

Définitions: 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique le contraire,  
« Commission »; 1° « Commission » désigne la Commission hydroélectrique de Québec;  
« Régie »; 2° « Régie » désigne la Régie de l'électricité et du gaz;  
« ministre »; 3° « ministre » désigne le ministre des richesses naturelles;  
« énergie ». 4° « Énergie » désigne l'électricité, le gaz, la vapeur et toute autre forme d'énergie, hydraulique, thermique ou autre. S. R. 1941, c. 98A, a. 2; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 1; 9 Geo. VI, c. 32, a. 19.

Exercice de pouvoirs. 2. Tout pouvoir conféré à la Commission peut être exercé de temps en temps, entièrement ou partiellement, aussi souvent qu'il est jugé à propos de le faire. S. R. 1941, c. 98A, a. 3; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

#### SECTION II

##### CONSTITUTION DE LA COMMISSION

Création. 3. Une corporation est créée sous le nom, en français de « Commission hydroélectrique de Québec », et, en anglais, de « *Quebec Hydro-Electric Commission* », ou l'abréviation « HYDRO-QUEBEC ». S. R. 1941, c. 98A, a. 4; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Membres. 4. Cette Commission est formée d'un président et d'au plus quatre autres

## CHAPTER 86

### Hydro-Quebec Act

#### DIVISION I

##### INTERPRETATIVE PROVISIONS

1. In this act, unless the context otherwise requires:  
(1) "Commission" means the Quebec Hydro-Electric Commission;  
(2) "Board" means the Electricity and Gas Board;  
(3) "Minister" means the Minister of Natural Resources;  
(4) "Power" means electricity, gas, steam and any other form of energy, hydraulic, thermic or other. R. S. 1941, c. 98A, s. 2; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 1; 9 Geo. VI, c. 32, s. 19.

2. The powers conferred upon the Commission may be exercised from time to time, in whole or in part, as often as it may be deemed expedient to do so. R. S. 1941, c. 98A, s. 3; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

#### DIVISION II

##### CONSTITUTION OF THE COMMISSION

3. There shall be a corporation called the "Quebec Hydro-Electric Commission", in English, and the "*Commission hydroélectrique de Québec*", in French, or, in abbreviated form, "HYDRO-QUEBEC". R. S. 1941, c. 98A, s. 4; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

4. Such Commission shall consist of a president and of not more than four

membres qui sont tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont il fixe les traitements. S. R. 1941, c. 98A, a. 5; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

other members, all of whom shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their salaries. R. S. 1941, c. 98A, s. 5; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Secrétaire,  
etc.

5. La Commission peut nommer un secrétaire, un trésorier et tous autres fonctionnaires et employés requis pour ses opérations, fixer leur traitement ou rémunération, définir leurs fonctions, retenir les services d'experts aux conditions qu'elle juge à propos. S. R. 1941, c. 98A, a. 6; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

5. The Commission may appoint a Secretary, a treasurer and any other functionaries and employees required for its operations, fix their salary or remuneration and define their duties, and retain the services of experts upon such conditions as it may deem expedient. R. S. 1941, c. 98A, s. 6; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Traite-  
ments,  
etc.

6. Le traitement des membres de la Commission, ceux de son personnel et toutes ses autres dépenses sont payés sur ses revenus. S. R. 1941, c. 98A, a. 7; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

6. The salaries of the members of the Commission and those of its staff, and all other expenses of the Commission, shall be paid out of its revenues. R. S. 1941, c. 98A, s. 7; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Siège  
social.

7. La Commission a son siège social en la ville de Montréal et elle peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, établir des bureaux en toutes autres localités. S. R. 1941, c. 98A, a. 8; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 2.

7. The corporate seat of the Commission shall be in the city of Montreal. It may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, establish offices in any other place. R. S. 1941, c. 98A, s. 8; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 2.

Quorum.

8. La majorité des membres de la Commission forme quorum aux séances; toute décision requiert l'assentiment de la majorité absolue des membres. S. R. 1941, c. 98A, a. 9; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

8. A majority of the members of the Commission shall constitute a quorum at the sittings; every decision shall require the assent of the absolute majority of the members. R. S. 1941, c. 98A, s. 9; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Sup-  
pléants.

9. Au cas d'absence, de maladie ou d'incapacité d'agir d'un membre de la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un suppléant. S. R. 1941, c. 98A, a. 10; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

9. In the case of absence, illness or incapacity to act of any member of the Commission, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a substitute. R. S. 1941, c. 98A, s. 10; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Authenti-  
cité.

10. Les procès-verbaux des séances approuvés par la Commission sont authentiques et il en est de même des copies ou extraits certifiés par un membre de la Commission, le secrétaire ou un secrétaire adjoint. S. R. 1941, c. 98A, a. 11; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

10. The minutes of the sittings, approved by the Commission, as well as copies or extracts certified by a member of the Commission, the secretary or a deputy secretary, shall be authentic. R. S. 1941, c. 98A, s. 11; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Règle-  
menta-  
tion.

11. La Commission peut faire des règlements pour régler l'exercice de ses pouvoirs, sa régie interne et les fonctions de son personnel. Ces règlements entrent en vigueur sur l'approbation du lieute-

11. The Commission may make by-laws to regulate the exercise of its powers, its internal government and the duties of its staff. Such by-laws shall come into force upon approval by the Lieutenant-

nant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 98A, a. 12; 8 Geo. VI c. 22, a. 1. Governor in Council. R. S. 1941, c. 98A, s. 12; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Droits et pouvoirs.

12. La Commission possède, outre les droits et pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la présente loi, tous ceux qui appartiennent généralement aux corporations. S. R. 1941, c. 98A, a. 13; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 3.

12. The Commission shall have, besides the special rights and powers conferred upon it by this act, all those pertaining to corporations in general. R. S. 1941, c. 98A, s. 13; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 3. Rights and powers.

Agent de la couronne.

13. La Commission est, pour les fins de la présente loi, un agent de la couronne aux droits de la province et l'a toujours été depuis le 14 avril 1944. S. R. 1941, c. 98A, a. 13a; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 3.

13. The Commission, for the purposes of this act, is, and has been ever since the 14th of April, 1944, an agent of the Crown in right of the Province. R. S. 1941, c. 98A, s. 13a; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 3. Agent of the Crown.

Pouvoir de posséder des biens. Propriété de la couronne.

14. La Commission a le pouvoir de posséder des biens meubles et immeubles; ce pouvoir n'est pas limité. Les biens possédés par la Commission sont la propriété de la couronne, depuis le 15 avril 1944. S. R. 1941, c. 98A, a. 14; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 4.

14. The Commission shall have power to possess moveable and immoveable property, and such power shall be unlimited. The property possessed by the Commission is, and has been since the 15th of April 1944, the property of the Crown. R.S. 1941, c. 98A, s. 14; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 4. Possession of property. Crown property.

Non-responsabilité personnelle.

15. Les membres de la Commission ne sont personnellement responsables d'aucun acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. S. R. 1941, c. 98A, a. 15; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

15. The members of the Commission shall not be personally liable for any act done in good faith in the performance of their duties. R. S. 1941, c. 98A, s. 15; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1. No personal liability.

Quo warranto.

16. 1. Aucun bref de *quo warranto* ne peut être émis à l'égard de la charge occupée ou d'une prérogative exercée par la Commission ou par l'un de ses membres.

16. (1) No writ of *quo warranto* may be issued with respect to the office held or the exercise of any prerogative by the Commission or by any member thereof. Quo warranto.

Mandamus.

2. Aucun bref de *mandamus* ne peut être émis pour ordonner à la Commission ou à un de ses membres d'accomplir un devoir ou un acte.

(2) No writ of *mandamus* may be issued to order the Commission or any member thereof to discharge any duty or to do any act. Mandamus.

Injonction.

3. Aucun bref d'injonction ne peut être émis pour empêcher temporairement ou permanentement la Commission, ses membres ou préposés d'accomplir une action ou d'exécuter une opération ou de continuer à accomplir une action ou à exécuter une opération.

(3) No writ of injunction may be issued to prevent, either temporarily or permanently, the Commission or any of its members or agents from doing anything or carrying out any operation, or continuing to do anything or to carry out any operation. Injunction.

Prohibition.

4. Aucun bref de prohibition ne peut être émis relativement à toute chose faite par la Commission ou par l'un de ses membres ou que la Commission ou l'un de ses membres veut faire. S. R. 1941, c. 98A, a. 16; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

(4) No writ of prohibition may be issued with respect to anything done or proposed to be done by the Commission or any member thereof. R. S. 1941, c. 98A, s. 16; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1. Prohibition.

Indépendance des membres.

17. Aucun membre de la Commission ne doit avoir aucun intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de production ou de vente d'énergie ou de fabrication ou de vente d'appareils pour l'utilisation d'énergie.

Idem.

Si lors de sa nomination, un membre de la Commission a un tel intérêt ou si un tel intérêt lui échoit ultérieurement par succession ou à titre équivalent, il est tenu d'en disposer immédiatement.

Propriété d'actions requises par administrateurs.

Un membre de la Commission peut détenir les actions requises pour être éligible comme administrateur d'une compagnie dont la Commission a acquis des actions suivant l'article 40 ou de Hamilton Falls Power Corporation Limited. S. R. 1941, c. 98A, a. 17; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 29, a. 1.

Pensions, etc.

18. La Commission peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, établir un fonds de pension de retraite pour son personnel ainsi que pour le paiement d'indemnités au cas d'invalidité ou de décès.

Idem.

La Commission peut, dans tout règlement adopté pour les fins du présent article, fixer les conditions auxquelles il sera tenu compte, dans l'octroi de bénéfices, de la durée de l'emploi de tout membre de son personnel au service du gouvernement de cette province ou d'une entreprise dont elle est devenue propriétaire. S. R. 1941, c. 98A, a. 18; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Rapport annuel

19. La Commission est tenue de faire un rapport détaillé annuel des biens en sa possession et de ses opérations donnant tous les renseignements nécessaires pour faire connaître l'état général de ses affaires. Ce rapport détaillé est soumis à l'Assemblée législative par le ministre. S. R. 1941, c. 98A, a. 19; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 6.

Vérificateurs.

20. Les comptes de la Commission sont vérifiés par les personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de nommer. La rémunération de ces personnes est payée sur les revenus de la Commission. S. R. 1941, c. 98A, a. 20; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Independence of members.

17. No member of the Commission shall have any direct or indirect interest in any undertaking for the generation or sale of power or for the manufacture or sale of apparatus for the utilization of power.

Idem.

If, at the time of his appointment, any member of the Commission has such an interest, or if any such interest devolves upon him subsequently by inheritance or equivalent title, he shall be bound to dispose thereof immediately.

Director's qualifying shares.

A member of the Commission may hold the shares required to qualify him to be a director of a company of which the Commission has acquired shares under section 40 or of Hamilton Falls Power Corporation Limited. R. S. 1941, c. 98A, s. 17; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 29, s. 1.

Pensions, etc.

18. The Commission may, by by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council, establish a fund to provide retiring pensions for its staff and to pay indemnities in case of disability or death.

Idem.

The Commission may, in any by-law adopted for the purposes of this section, fix the conditions for the taking into account, in awarding benefits, of the length of time any member of its staff has been in the service of the Government of this Province or of an undertaking of which the Commission has become the owner. R. S. 1941, c. 98A, s. 18; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Annual report.

19. The Commission shall make a detailed annual report of the property in its possession and of its operations, containing all information necessary to show the general state of its affairs. Such detailed report shall be submitted to the Legislative Assembly by the Minister. R. S. 1941, c. 98A, s. 19; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 6.

Auditors.

20. The accounts of the Commission shall be audited by such persons as the Lieutenant-Governor in Council may deem fit to appoint. The remuneration of such persons shall be paid out of the revenues of the Commission. R. S. 1941, c. 98A, s. 20; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Rapports  
des vérifi-  
cateurs.

21. Le rapport des vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Commission et il doit indiquer si, à leur avis, ce rapport est exact et si les opérations de la Commission, au cours de l'année écoulée, ont été conformes à la loi. S. R. 1941, c. 98A, a. 21; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

21. The auditors' report must accompany the annual report of the Commission and must indicate whether, in their opinion, the latter report is correct and whether the Commission's operations throughout the year ended have been carried on in conformity with the law. R. S. 1941, c. 98A, s. 21; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Report of  
auditors.

## SECTION III

## BUT DE LA COMMISSION

Objet de  
la Com-  
mission.

22. La Commission a pour objet de fournir l'énergie aux municipalités, aux entreprises industrielles ou commerciales et aux citoyens de cette province aux taux les plus bas compatibles avec une saine administration financière.

Tarifs.

Elle doit établir le tarif applicable à chaque catégorie d'usagers suivant le coût réel du service fourni à cette catégorie en autant que cela est pratique.

Taux, etc.

Les taux et les conditions auxquels l'énergie est fournie sont fixés par règlement de la Commission ou sont déterminés par des contrats spéciaux intervenus entre, d'une part, la Commission et, d'autre part, les municipalités, les coopératives d'électricité ou les entreprises industrielles ou commerciales, selon le cas. Ces règlements et ces contrats doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 98A, a. 22; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 7.

Vente  
d'énergie  
aux muni-  
cipalités.

23. La Commission est tenue de fournir de l'énergie en gros à toute municipalité qui lui en fait la demande et se conforme aux dispositions de la Loi de la municipalisation de l'électricité (chap. 186), à moins que cette municipalité ne soit dans un territoire que la Commission n'est pas alors en mesure de desservir économiquement.

Coopéra-  
tives d'é-  
lectricité.

Elle doit également, sous la même réserve, fournir l'énergie en gros à toute coopérative d'électricité qui en fait la demande.

Rensei-  
gnements.

La Commission doit fournir à toute municipalité qui désire se prévaloir des dispositions du premier alinéa du présent article tous les renseignements requis pour l'étude du projet. S. R. 1941, c. 98A, a. 23;

## DIVISION III

## OBJECT OF THE COMMISSION

22. The object of the Commission shall be to supply power to the municipalities, industrial or commercial undertakings and citizens of this Province at the lowest rates consistent with sound financial administration.

It shall establish the tariff applicable to each class of consumers according to the real cost of the service furnished to such class, in so far as practicable.

The rates and conditions upon which power is supplied shall be fixed by by-law of the Commission or determined by special contracts between the Commission on the one hand and municipalities, electricity cooperatives or industrial or commercial undertakings, as the case may be, on the other. Such by-laws and contracts must be approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 98A, s. 22; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 7.

Object to  
supply  
power.

Tariffs.

Rates, etc.

23. The Commission shall supply power wholesale to every municipality making application to it for the same and complying with the provisions of the Electricity Municipalization Act (Chap. 186), unless such municipality is in a territory which the Commission is not at the time in a position to serve economically.

It shall likewise, subject to the same proviso, supply power wholesale to any electricity cooperative applying therefor.

Supplying  
power to  
muni-  
cipalities.Electricit  
coopera-  
tives.Informa-  
tion.

8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 8. c. 98A, s. 23; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 8.

Taux d'énergie requis.

24. La Commission doit maintenir ses taux d'énergie à un niveau suffisant pour défrayer:

- 1° tous les frais d'exploitation;
- 2° l'intérêt du capital engagé;
- 3° l'amortissement de ce capital sur une période maximum de cinquante ans;
- 4° une réserve adéquate pour le renouvellement du réseau;
- 5° une réserve pour éventualités;
- 6° une réserve pour stabilisation de taux. S. R. 1941, c. 98A, a. 24; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 9; 11-12 Eliz. II, c. 29, a. 2.

24. The Commission shall maintain its rates for power at a sufficient level to defray:

- (1) All operating costs;
- (2) Interest upon the capital invested;
- (3) Amortization of such capital over a maximum period of fifty years;
- (4) An adequate reserve for the renewal of the system;
- (5) A reserve for contingencies;
- (6) A reserve for the stabilization of rates. R. S. 1941, c. 98A, s. 24; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 9; 11-12 Eliz. II, c. 29, s. 2.

Level of rates.

Place-ments.

25. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, placer les réserves mentionnées à l'article 24, y compris les fonds d'amortissement, dans des valeurs émises par le gouvernement de la province, ou garanties par celui-ci, ou dans toute entreprise de son ressort, à un taux d'intérêt, dans ce dernier cas, égal au taux moyen qu'elle paye sur les sommes qu'elle emprunte pour dépenses capitales.

25. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, invest the reserves mentioned in section 24, including the amortization funds, in securities issued by the Government of the Province, or guaranteed by the latter, or in any undertaking within its jurisdiction, at a rate of interest, in such last-mentioned case, equal to the average rate paid by it on the amounts which it borrows for capital expenses.

Investments.

Fonds disponibles.

Les fonds disponibles en possession de la Commission, après constitution des réserves prévues à l'article 24, sont versés au ministre des finances, à sa réquisition, et font partie du fonds consolidé du revenu dès que le ministre des finances les a reçus. S. R. 1941, c. 98A, a. 25; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 10.

Available funds in the possession of the Commission, after the establishment of the reserves contemplated in section 24, shall be paid to the Minister of Finance, upon his requisition, and shall form part of the consolidated revenue fund as soon as they are received by him. R. S. 1941, c. 98A, s. 25; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 10.

Payment to Minister of Finance.

Décisions non révisées par tribunaux.

26. Les décisions prises par la Commission en vertu de la présente section ne sont point soumises à révision par les tribunaux et nul ne peut invoquer les dispositions de la présente section à l'encontre d'un tarif établi par la Commission ou d'une obligation contractée envers elle. S. R. 1941, c. 98A, a. 26; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

26. The decisions made by the Commission under this division shall not be subject to revision by the Courts and no person may plead the provisions of this division against a tariff established by the Commission or against any obligation contracted in its favour. R. S. 1941, c. 98A, s. 26; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

No revision by Courts.

#### SECTION IV

##### EMPRUNTS DE LA COMMISSION

Pouvoir d'emprunt.

27. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut emprunter de l'argent et émettre des bil-

#### DIVISION IV

##### LOANS BY THE COMMISSION

27. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, borrow money and issue

Borrowing power.



lets ou obligations portant intérêt au taux qu'elle fixe, payables à telle époque, à tel lieu et en telle manière qu'elle détermine, soit en monnaie courante du Canada soit en toute autre monnaie, au Canada ou hors du Canada. S. R. 1941, c. 98A, a. 27; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

notes or bonds bearing interest at such rate as it may fix, payable at such time and place and in such manner as it may determine, either in Canadian currency or in any other currency, in Canada or elsewhere. R. S. 1941, c. 98A, s. 27; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Garantie des emprunts.

28. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tous emprunts effectués par la Commission en vertu de la présente loi.

**28.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon such conditions as he may fix, guarantee the payment in principal and interest of any loans effected by the Commission under this act.

Guarantee of loans.

Garantie des obligations.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également garantir l'exécution de toute obligation de ladite Commission pour le paiement de sommes d'argent.

The Lieutenant-Governor in Council may also guarantee the performance of any obligation of the said Commission for the payment of sums of money.

Guarantee of obligations.

Avances à la commission.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à avancer à la Commission tout montant jugé nécessaire pour ses opérations; ces avances portent intérêt au taux payé sur les emprunts contractés par la province à cette fin, selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to advance to the Commission any sum deemed necessary for its operations, such advances bearing interest at the rate paid on the loans contracted by the Province for such purpose, as determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Advances to Commission.

Fonds consolidé.

Les fonds requis pour avances ou garanties en vertu du présent article, sont pris sur le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 98A, a. 28; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

The funds required for advances or guarantees under this section shall be taken out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 98A, s. 28; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Consolidated revenue fund.

## SECTION V

## DIVISION V

### POUVOIRS SPÉCIAUX DE LA COMMISSION

### SPECIAL POWERS OF THE COMMISSION

Production, etc. d'énergie.

29. La Commission peut produire, acquérir, vendre, transporter et distribuer de l'énergie dans toute la province.

**29.** The Commission may generate, acquire, sell, transmit and distribute power throughout this Province.

Generation of power, etc.

Immeubles, etc.

La Commission peut, à cette fin, construire, acheter ou louer tous immeubles, constructions ou appareils requis.

The Commission may, for such purpose, construct, purchase or lease any immoveables, constructions or apparatus required.

Immoveables, etc.

Sous-produits, etc.

La Commission peut disposer de tout sous-produit provenant de ses opérations et le transformer; elle peut fabriquer tous appareils nécessaires pour ses fins ou pour l'utilisation d'énergie par elle-même ou par d'autres personnes et faire le commerce de tels appareils.

The Commission may dispose of any by-products arising out of its operations and transform the same; it may manufacture all apparatus necessary for its purposes or for the utilization of power by itself or by other persons and deal in such apparatus.

By-products, etc.

Usines, etc.

La Commission peut acquérir ou louer tous immeubles requis pour y établir des usines, des bureaux, magasins ou entrepôts et elle peut louer, dans ses immeubles, l'espace qui n'est pas requis pour ses propres fins.

The Commission may acquire or lease any immoveables required for establishing thereon plants, offices, stores or warehouses and it may lease any space in its immoveables not required for its own purposes.

Plants, etc.

Brevets d'invention.

La Commission peut acquérir, par transfert ou permis, des brevets d'invention et elle peut en disposer.

The Commission may acquire, by transfer or license, patents of invention and may dispose of the same. Patent rights.

Autorisation requise.

Toutefois l'acquisition et la construction d'immeubles par la Commission doivent être préalablement autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 98A, a. 29; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 11.

Nevertheless, the acquisition and construction of immoveables by the Commission must first be authorized by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 98A, s. 29; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 11. Authorization.

Droit de placer des fils, etc.

30. La Commission peut placer des poteaux, fils, conduits ou autres appareils sur, à travers, au-dessus, au-dessous ou le long de tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau, aux conditions fixées par entente avec la municipalité concernée en vertu d'un règlement municipal. À défaut d'une telle entente, la Régie, à la demande de la Commission, fixe ces conditions, qui deviennent obligatoires pour les parties.

30. The Commission may place poles, wires, conduits or other apparatus on, across, over, under or along any public road, street, public square or watercourse, upon conditions fixed by agreement with the municipality concerned under a municipal by-law. Failing such agreement, the Board, upon the application of the Commission, shall fix such conditions, which shall become binding upon the parties. Right to place poles, etc.

Droit de passage.

Tout préposé de la Commission peut pénétrer sur tout immeuble pour installer les conduits, fils et autres appareils requis pour la fourniture d'énergie ou pour les réparer et faire tous travaux requis à cette fin, à charge de payer tous dommages qui pourraient être causés. S. R. 1941, c. 98A, a. 30; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 12.

Any agent of the Commission may enter upon any immovable to install conduits, wires or other apparatus required for the supplying of power or to repair them and to do all work required for such purpose, subject to paying any damage which may be caused. R. S. 1941, c. 98A, s. 30; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 12. Right of way.

Appareils exempts de saisie, etc.

31. 1. Les conduits, fils, compteurs et autres appareils placés par la Commission dans tout immeuble sont exempts de tout privilège de locateur et ils ne peuvent être saisis par le propriétaire de l'immeuble ni sur lui et ils ne font pas partie de l'immeuble où ils sont placés.

31. (1) The conduits, wires, meters and other apparatus placed by the Commission in any immovable shall be free from any lessor's privilege and shall not be seized by or against the owner of the immovable, nor shall they form part of the immovable in which they are placed. Apparatus exempt from seizure, etc.

Privilège, etc.

2. Lorsque la Commission a vendu un bien mobilier et que le prix n'en a pas été payé, elle peut exercer le droit privilégié de revendiquer le bien ou celui d'être préférée sur le prix, à la seule condition que le bien puisse être identifié, même en cas de faillite, nonobstant le dernier alinéa de l'article 1998 et les articles 1999 et 2000 du Code civil.

(2) Whenever the Commission has sold any moveable property and the price thereof has not been paid, it may exercise the privileged right of revendicating the property or of receiving a preference on the price, subject only to the condition that the property can be identified, even in case of insolvency, notwithstanding the last paragraph of article 1998 and articles 1999 and 2000 of the Civil Code. Privilege.

Biens imprescriptibles.

3. Les biens en la possession de la Commission sont imprescriptibles au même titre que les biens du domaine public. Cette disposition ne s'applique pas aux créances dues à la Commission ou dont elle est redevable, lesquelles sont soumises aux prescriptions de droit commun.

(3) The property in the possession of the Commission shall be imprescriptible on the same footing as property of the public domain. This provision shall not apply to debts owing to the Commission or for which it may be liable, which shall be subject to the ordinary provisions of law. Property not subject to prescription. Exception.



- Privilège.** 4. La Commission a un privilège pour le prix de l'énergie électrique fournie pour l'exploitation d'entreprises industrielles ou commerciales. **Privilege.** (4) The Commission shall have a privilege for the price of electric power supplied for the exploitation of industrial or commercial undertakings.
- Portée.** Ce privilège porte sur les biens meubles et immeubles du débiteur servant à l'exploitation de ces entreprises et il prend rang, à compter de l'exigibilité de la créance, quant aux meubles, avec les créances de la couronne visées par le paragraphe 10 de l'article 1994 du Code civil et, quant aux immeubles, sans enregistrement, après ceux du paragraphe 9 de l'article 2009 dudit code. S. R. 1941, c. 98A, aa. 31 et 31a (*partie*); 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 13; 14 Geo. VI, c. 40, a. 1. **Extent.** Such privilege shall affect the moveable and immovable property of the debtor devoted to the exploitation of such undertakings and shall rank, reckoning from the exigibility of the claim, as to moveables, with the claims of the Crown contemplated by paragraph 10 of article 1994 of the Civil Code and, as to immoveables, without registration, after those of paragraph 9 of article 2009 of the said Code. R. S. 1941, c. 98A, ss. 31 and 31a (*part*); 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 13; 14 Geo. VI, c. 40, s. 1.
- Concessions du domaine public.** 32. Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, mettre à la disposition de la Commission pour fins d'exploitations, aux conditions qu'il fixe, tous immeubles ou forces hydrauliques faisant partie du domaine public requis pour les fins de la Commission. S. R. 1941, c. 98A, a. 32; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 14. **Grants from public domain.** 32. The Minister may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, place at the disposal of the Commission for purposes of development, upon such conditions as he may fix, any immoveables or waterpowers forming part of the public domain, required for the purposes of the Commission. R. S. 1941, c. 98A, s. 32; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 14.
- Pouvoirs de la Commission.** 33. Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut: **Powers of Commission.** 33. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Commission may:
- 1° aliéner tout immeuble dont elle n'a plus besoin pour la poursuite de ses opérations;
  - (1) alienate any immovable which it no longer requires for the carrying out of its operations;
  - 2° vendre son système de distribution de gaz manufacturé, avec les terrains, constructions, ouvrages, servitudes et autres biens et droits s'y rattachant, et consentir, comme actionnaire de Montreal Coke & Manufacturing Company et de Keystone Transports Limited, à la vente des actifs respectifs de ces compagnies;
  - (2) sell its distribution system of manufactured gas, with the lands, constructions, works, servitudes and other property and rights related thereto, and agree, as shareholder of Montreal Coke & Manufacturing Company and of Keystone Transports Limited, to the sale of the respective assets of these companies;
  - 3° acquérir, par voie d'expropriation:
  - (3) acquire by expropriation:
  - a) Toutes forces hydrauliques non exploitées;
  - (a) Any undeveloped waterpower;
  - b) Tous immeubles, servitudes ou constructions requis pour l'exploitation des forces hydrauliques détenues par la Commission ou pour la production, la transmission ou la distribution d'énergie;
  - (b) Any immovable, servitude or construction required for the exploitation of waterpowers held by the Commission or for the generation, transmission or distribution of power;
  - c) Tous immeubles requis pour la construction de chemins destinés à donner
  - (c) Any immovable required for the building of roads to give access to the

accès aux usines de la Commission ou à remplacer des chemins rendus inutilisables par ses travaux.

Restriction du droit d'expropriation.

L'autorisation de la Législature est requise pour l'expropriation d'une force hydraulique aménagée de plus de deux cents chevaux et des immeubles requis pour son exploitation et pour la production, la transmission ou la distribution de l'énergie en provenant. S. R. 1941, c. 98A, a. 33; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 15; 5-6 Eliz. II, c. 41, a. 1.

Expropriation d'immeuble dont partie est requise.

34. Quand une partie seulement d'un immeuble est requise, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à l'exproprier en entier et la Commission peut alors disposer de la partie dont elle n'a pas besoin. S. R. 1941, c. 98A, a. 34; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Travaux projetés.

35. Les pouvoirs d'expropriation accordés à la Commission peuvent être exercés en vue de travaux projetés et avant que l'exécution de ces travaux ne soit autorisée. S. R. 1941, c. 98A, a. 35; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Biens, etc. dans province voisine.

36. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter ou louer ou autrement se procurer toutes forces hydrauliques, immeubles ou droits réels situés partie dans la province et partie dans une province voisine, ou situés entièrement dans une province limitrophe mais dans le voisinage immédiat de la frontière séparant cette province de la province limitrophe, et y exécuter tous travaux du genre de ceux autorisés par la présente section, et faire à cette fin tout contrat jugé opportun. S. R. 1941, c. 98A, a. 36; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 16.

Rivières navigables.

37. En ce qui concerne des travaux dans des rivières navigables, la Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire avec le gouvernement du Canada, toute entente jugée opportune et accomplir toute formalité jugée nécessaire. S. R. 1941, c. 98A, a. 37; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Extension du droit d'expropriation.

38. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même

Commission's plants or to replace roads rendered unserviceable by its works.

The authorization of the Legislature is required for the expropriation of a developed waterpower of more than two hundred horsepower and of immoveables required for its operation and for the generation, transmission or distribution of power so developed. R. S. 1941, c. 98A, s. 33; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 15; 5-6 Eliz. II, c. 41, s. 1.

Restriction upon expropriation.

34. When a portion only of an immoveable is required, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Commission to expropriate it in its entirety and the Commission may then dispose of the portion which it does not need. R. S. 1941, c. 98A, s. 34; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Expropriation where part only required.

35. The powers of expropriation granted to the Commission may be exercised in view of proposed work and before the execution of such work is authorized. R. S. 1941, c. 98A, s. 35; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Proposed work.

36. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, purchase or lease or otherwise acquire any waterpowers, immoveables or real rights situated partly in the Province and partly in a neighbouring province, or entirely situated in an adjoining province but in the immediate vicinity of the boundary separating this Province from the adjoining province and perform therein all works such as those authorized by this division, and for such purpose make any contract deemed expedient. R. S. 1941, c. 98A, s. 36; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 16.

Property, etc., in neighbouring provinces.

37. As regards work in navigable rivers, the Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, enter into any agreement with the Government of Canada deemed expedient and observe any formality deemed necessary. R. S. 1941, c. 98A, s. 37; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Navigable rivers.

38. The powers of expropriation conferred by this act may be exercised with regard to any immoveable even though it

Extent of expropriation.

consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale autre que la loi 7 George VI, chapitre 20. S. R. 1941, c. 98A, a. 38; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

be devoted to a public use and be not even liable to expropriation by reason of some general law or special act other than the act 7 George VI, Chapter 20. R. S. 1941, c. 98A, s. 38; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Procédure. 39. L'expropriation autorisée par la présente loi est faite en la manière prévue par la loi pour l'expropriation par le gouvernement de cette province, lorsqu'elle est requise pour les fins de la Loi de la voirie (chap. 133), la Commission agissant aux lieu et place du ministre et en exerçant les pouvoirs. S. R. 1941, c. 98A, a. 39; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

39. The expropriation authorized by this act shall be made in the manner provided by law for expropriations by the Government of this Province, when required for the purposes of the Roads Act (Chap. 133), the Commission acting in the place and stead of the Minister and exercising his powers. R. S. 1941, c. 98A, s. 39; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Achat d'actions, etc. 40. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acheter la totalité ou partie des actions ou autres valeurs de toute compagnie détenant des forces hydrauliques ou ayant le droit de faire le commerce d'énergie ou un autre commerce que la Commission est autorisée à faire. S. R. 1941, c. 98A, a. 40; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 17.

40. The Commission may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, purchase all or part of the shares or other securities of any company in possession of waterpowers or having the right to deal in power or to carry on any business which the Commission is authorized to carry on. R. S. 1941, c. 98A, s. 40; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 17.

## SECTION VI

## TAXATION

Taxes payables. 41. La Commission doit payer toutes les taxes municipales et scolaires imposées sur les biens immeubles qu'elle possède, à l'exclusion des centrales et des barrages.

Aucun autre impôt. Elle n'est assujettie à aucune autre imposition.

Ententes autorisées. Néanmoins, la Commission peut, notwithstanding toute disposition législative au contraire, faire avec des corporations municipales et avec des corporations de commissaires, de syndics ou d'administrateurs d'écoles des ententes pour le paiement de sommes fixes de deniers pour tenir lieu de toutes taxes, contributions, cotisations et redevances pour services municipaux, quelle que soit la nature de ces taxes, contributions, cotisations et redevances.

Effet rétroactif. Les ententes conclues et les décisions prises à ces fins par la Commission et par telles corporations entre le premier janvier 1945 et le premier avril 1946 sont déclarées valides et elles ont leur effet depuis le premier janvier 1945.

## DIVISION VI

## TAXATION

41. The Commission shall pay all municipal and school taxes imposed on the immoveable property which it possesses, except power-houses and dams.

It shall not be subject to any other impost.

The Commission may, nevertheless, notwithstanding any legislative provision to the contrary, enter into agreements with municipal corporations and with corporations of school commissioners, trustees or administrators, for the payment of fixed sums of money in lieu of all taxes, contributions, assessments and dues for municipal services, whatever may be the nature of such taxes, contributions, assessments and dues.

The agreements made and the decisions taken for such purposes by the Commission and by such corporations between the first of January 1945 and the first of April 1946 are declared valid and shall take effect as from the first of January 1945.

Entrée en  
vigueur.

Les ententes conclues postérieurement au premier avril 1946 en vertu du premier alinéa du présent article entrent en vigueur dès leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 98A, a. 41; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 18; 10 Geo. VI, c. 26, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 29, a. 3.

The agreements made after the first of April 1946 in virtue of the first paragraph of this section shall come into force as soon as approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 98A, s. 41; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 18; 10 Geo. VI, c. 26, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 29, s. 3.

Coming  
into force.

Contribu-  
tion an-  
nuelle.

42. La Commission doit payer au ministre des finances, par versements trimestriels, depuis le 1er janvier 1964, une contribution au taux annuel de \$3,000,000 plus \$0.50 par mille kilowatt-heures produits de forces hydrauliques au cours du trimestre précédent par elle et par toutes compagnies dont elle détient quatre-vingt-dix pour cent des actions.

42. The Commission shall pay to the Minister of Finance, in quarterly instalments as from the 1st of January 1964, a contribution at the annual rate of \$3,000,000 plus \$0.50 per thousand kilowatt-hours produced from water-power during the three preceding months by it and by all companies of which it holds ninety per cent of the shares.

Annual  
contribu-  
tion.

Contribu-  
tion ten-  
nant lieu  
de loyers,  
etc.

Cette contribution tient lieu, depuis le 1er janvier 1964, de tous loyers et redevances payables au gouvernement provincial par Hydro-Québec et par les dites compagnies ainsi que de toutes taxes ou contributions payables par elles, en vertu de la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67). S. R. 1941, c. 98A, a. 42; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 30, a. 19; 11-12 Eliz. II, c. 29, a. 4 (partie).

Such contribution shall be in lieu, as from the 1st of January 1964, of all rents and dues payable to the provincial government by Hydro-Quebec and by the said companies and of all taxes or contributions payable by them under the Corporation Tax Act (Chap. 67). R. S. 1941, c. 98A, s. 42; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 19; 11-12 Eliz. II, c. 29, s. 4 (part).

Contribu-  
tion re-  
places  
rents, etc.

## SECTION VII

### ÉLECTRIFICATION RURALE

Avances.

43. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à faire des avances à la Commission jusqu'à concurrence de dix millions de dollars à un taux d'intérêt de deux pour cent, amortissables sur une période n'excédant pas cinquante ans, pour la construction de lignes de distribution d'électricité pour le service de toute municipalité rurale.

43. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to make advances to the Commission to the extent of ten million dollars at a rate of interest of two per cent, amortizable over a period of not more than fifty years, for the construction of electric distribution lines for the service of any rural municipality.

Advances.

Fonds  
consolidé.

Le montant de ces avances est pris sur le fonds consolidé du revenu.

The amount of such advances shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Consoli-  
dated  
revenue  
fund.

Dispense  
d'intérêt,  
etc.  
pendant  
certain  
temps.

Sur le rapport de la Commission attestant que la construction d'une ligne pour le service d'une municipalité rurale est nécessaire et que les conditions ne permettent pas de rencontrer, au début, le montant entier de l'intérêt et du fonds d'amortissement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut dispenser du paiement total ou partiel de l'intérêt et de l'amortissement sur toute

Upon a report of the Commission attesting that the construction of a line to serve a rural municipality is necessary and that conditions are such that the full amount of interest and sinking-fund cannot be met at the outset, the Lieutenant-Governor in Council may dispense with payment, in whole or in part, of the interest and amortissement on any advance

Interest,  
etc., may  
be  
dispensed  
with for  
certain  
time.

avance requise pour la construction d'une telle ligne pour une période n'excédant pas cinq ans. S. R. 1941, c. 98A, a. 43; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

requisite for the construction of such line for a period not exceeding five years. R. S. 1941, c. 98A, s. 43; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Travaux  
compris  
dans ins-  
tallation  
de lignes.

44. Pour les fins de l'article précédent, la construction de lignes de distribution d'électricité comprend les lignes de transmission primaires et secondaires, les transformateurs et compteurs ainsi que les raccordements de service de la longueur fixée par la Commission. S. R. 1941, c. 98A, a. 44; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

44. For the purposes of the preceding section, the construction of electric distribution lines shall include primary and secondary transmission lines and transformers and meters, as well as service connections of such length as the Commission may fix. R. S. 1941, c. 98A, s. 44; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Works  
included  
in distri-  
bution  
lines.

Conven-  
tions pour  
fourniture  
d'énergie.

45. La Commission est autorisée à faire des conventions avec tout distributeur d'électricité pour la fourniture d'énergie électrique à des lignes construites en vertu de la présente section et pour l'entretien et l'exploitation de ces lignes.

45. The Commission is authorized to make agreements with any distributor of electricity for the supplying of electric power to lines constructed under this division and for the maintenance and operation of such lines.

Agree-  
ments for  
supply of  
power.

Idem.

La Commission peut également faire de pareilles conventions avec des corporations municipales ou des syndicats coopératifs.

The Commission may also make similar agreements with municipal corporations or cooperative syndicates.

Idem.

Résilia-  
tion.

Toute convention ainsi faite doit réserver aux parties le droit de la résilier en tout temps, sur avis d'au plus un an. S. R. 1941, c. 98A, a. 45; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Every agreement so made must reserve to the parties the right to cancel it at any time, upon a notice of one year at most. R. S. 1941, c. 98A, s. 45; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

Right to  
cancel.

Pouvoir  
de la  
Régie.

46. Au cas où la Commission ne pourrait s'entendre avec un distributeur d'électricité pour les fins prévues à l'article précédent, la Régie pourra fixer, par ordonnance, les conditions auxquelles ce distributeur devra se conformer. S. R. 1941, c. 98A, a. 46; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1; 9 Geo. VI, c. 21, a. 14.

46. Should the Commission be unable to agree with a distributor of electricity for the purposes contemplated in the preceding section, the Board may, by an order, fix the conditions with which such distributor must comply. R. S. 1941, c. 98A, s. 46; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 21, s. 14.

Powers of  
Board.

Prêts pour  
installa-  
tions sur  
fermes.

47. La Commission est autorisée à consentir des prêts soit directement, soit par l'intermédiaire de corporations municipales ou de syndicats coopératifs, pour les frais d'installation électrique sur toute ferme susceptible d'être desservie par une ligne construite en vertu de la présente section.

47. The Commission is authorized to grant loans, either directly or through the agency of municipal corporations or cooperative syndicates, for the cost of electrical installations on any farm susceptible of being served by a line constructed under this division.

Loans for  
farm in-  
stallations

Limite.

Le montant du prêt consenti pour une même ferme, ne peut dépasser trois cents dollars et le total prêté en aucun temps ne doit pas excéder un million de dollars.

The amount of the loan granted for any one farm shall not exceed three hundred dollars and the total loans outstanding at any time must not exceed one million dollars.

Amount  
limited.

Taux  
d'intérêt,  
etc.

La Commission fixe le taux d'intérêt et les conditions auxquelles ces prêts peuvent être accordés, le terme fixé pour le remboursement total ne devant pas excéder

The Commission shall fix the rate of interest and the conditions upon which such loans may be granted. The period set for total repayment must not exceed

Interest,  
etc.



dix ans. S. R. 1941, c. 98A, a. 47; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

ten years. R. S. 1941, c. 98A, s. 47; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1.

## SECTION VIII

## DISPOSITIONS SPÉCIALES

Disposi- 48. La Commission peut, au même  
tions ap- titre qu'un distributeur, se prévaloir des  
plicables. dispositions des paragraphes 6, *c*, *d* et *e* de  
l'article 20 de la Loi de la Régie de l'élec-  
tricité et du gaz (chap. 87).

Compag- Une compagnie dont la Commission  
nie dé- détient quatre-vingt-dix pour cent des  
tenue à actions n'est pas un distributeur au sens  
90% par de la dite loi mais elle peut, au même titre  
la Com- que la Commission, se prévaloir des dis-  
mission. positions ci-dessus mentionnées. S. R.  
1941, c. 98A, a. 48; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1;  
9 Geo. VI, c. 30, a. 20; 11-12 Eliz. II,  
c. 29, a. 5.

S.R. c. 18 49. La Loi du Service des achats du  
non app- gouvernement (chap. 18) ne s'applique  
licable. pas à la Commission. S. R. 1941, c. 98A,  
a. 50; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1.

Disposi- 50. La Commission peut se prévaloir  
tions ap- des dispositions des articles 26, 27, 28, 29  
plicables. et 32 de la loi 61 Victoria, chapitre 66.

Disposi- Elle peut aussi se prévaloir des dispo-  
tions ap- sitions des articles 16, 18 et 19 de la loi  
plicables. 12 Victoria, chapitre 183 (Statuts provin-  
ciaux du Canada) et de l'article 20 de  
ladite loi modifié par l'article 8 du Statut  
de Québec, 36 Victoria, chapitre 61. S. R.  
1941, c. 98A, a. 51; 8 Geo. VI, c. 22, a. 1;  
9 Geo. VI, c. 30, a. 22; 10 Geo. VI, c. 26,  
a. 2.

## DIVISION VIII

## SPECIAL PROVISIONS

48. The Commission may avail itself, *Provisions to apply.*  
on the same basis as a distributor, of the  
provisions of sub-paragraphs *b*, *c*, *d*, and *e*  
of section 20 of the Electricity and Gas  
Board Act (Chap. 87).

Any company of which the Commis- *Company 90% own-  
sion holds ninety per cent of the shares ed by  
shall not be a distributor within the mean- Commis-  
ing of the said act but it may avail itself sion.*  
of the above mentioned provisions on the  
same basis as the Commission. R. S.  
1941, c. 98A, s. 48; 8 Geo. VI, c. 22, s. 1;  
9 Geo. VI, c. 30, s. 20; 11-12 Eliz. II,  
c. 29, s. 5.

49. The Government Purchasing Serv- *R.S. c. 18,  
ice Act (Chap. 18) shall not apply to the not  
Commission. R. S. 1941, c. 98A, s. 50; applica-  
8 Geo. VI, c. 22, s. 1. ble.*

50. The Commission may avail itself *Provisions to apply.*  
of the provisions of sections 26, 27, 28, 29  
and 32 of the act 61 Victoria, Chapter 66.

It may also take advantage of the *Provisions applica-  
provisions of sections 16, 18 and 19 of ble.*  
the act 12 Victoria, Chapter 183 (Provin-  
cial Statutes of Canada) and of section 20  
of the said act as amended by section 8 of  
the Statute of Quebec, 36 Victoria, Chapter  
61. R. S. 1941, c. 98A, s. 51; 8 Geo. VI,  
c. 22, s. 1; 9 Geo. VI, c. 30, s. 22; 10 Geo.  
VI, c. 26, s. 2.